



« Surpopulation carcérale »

«FOJustice alerte sur les conséquences dévastatrices des conditions de travail et la santé des agents»

Sans relâche, **FOJustice** alerte sur l'état de la surpopulation carcérale inquiétant de la DISP, certes nous avons toujours été entendus mais jamais rien n'a été appliqué.

La politique carcérale précédente était une catastrophe totale, laissant le système pénitentiaire en ruine et obsolète avec un personnel complètement épuisé.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la surpopulation inquiète, puisque le système pénitentiaire est déjà surchargé (120% en moyenne), avec un nombre de places limité (capacité au 1er avril 6009 places), alors que la population carcérale ne cesse d'accroître en masse (8949 écroués et 7222 hébergés) sans désengorgement et des établissements dépassant les 150 %.

La DISP de Lyon est particulièrement touchée, avec des locaux insalubres comme à la Talaudière ou Grenoble malgré les récents travaux effectués, ou mal conçus si nous prenons l'exemple des petites structures comme le Puy en Velay, Montluçon, Privas etc. avec des PEP complètement hors de toute logique, l'ouverture d'une SAS à Valence alors que les matelas au sol sont de nouveau sortis et qu'il n'y a aucun projet de construction d'une maison d'arrêt ou d'un centre de détention dans les années à venir.

Sans oublier des équipes ELSP avec des agents pris directement en cursive sans aucune ressource supplémentaire ce qui rend les tâches de vos agents de plus en plus difficiles.

Les fonctionnaires sont en première ligne pour assurer la sécurité, malgré le manque de personnel et d'équipement moderne, ils doivent faire face à des violences physiques et verbales ainsi qu'à des problèmes de santé mentale et de stress post-traumatique liés à leur travail, sans aucun soutien et on leur demande d'en faire plus encore.

FOJustice de la DISP de Lyon met en garde depuis bien trop longtemps sur les conséquences néfastes de cette situation, et demande **des mesures immédiates pour améliorer les conditions de travail et de détention**, notamment une augmentation des effectifs, une formation continue pour le personnel et des investissements dans les infrastructures pénitentiaires déjà existantes.

Même si le gouvernement a annoncé la construction de 15 000 nouvelles places (rien pour Lyon et ni pour les DOM TOM), FOJustice a répondu que cela ne résoudra pas les problèmes de surpopulation ni les conditions de travail compliquées.

La Cour des comptes a déjà indiqué que sur les 7 000 nouvelles places qui étaient censées être livrées avant la fin de l'année 2022, seulement une partie a été effectivement construite (10 nouveaux établissements représentant 1 958 places devraient être livrés en 2023), mais cela ne résoudra pas le manque de personnel.

La réforme statutaire et salariale en cours pour le CEA et CDC, vise à reconnaître le travail historiquement difficile, une meilleure reconnaissance, d'affirmer leur professionnalisme, leur expertise et d'apporter les avantages qu'ils méritent amplement.

Il est temps que des actions concrètes soient prises et mises en place rapidement pour améliorer la situation des prisons de notre pays et assurer la sécurité et la dignité des fonctionnaires pénitentiaires.

FOJustice s'engage à promouvoir des politiques et des pratiques justes et équitables, en défendant les droits et les intérêts de nos camarades, tout en cherchant à améliorer les conditions de travail et de vie des personnels pénitentiaires.

Notre réforme a été élaborée avec le plus grand soin et la plus grande réflexion, et nous sommes convaincus qu'elle représente une avancée significative pour le système pénitentiaire.

Malheureusement, certains détracteurs se contentent de critiquer sans proposer de solutions viables, comme cela s'est déjà produit en 2018 et l'histoire se répète. Malgré cela, **FOJustice** reste plus que jamais engagé à améliorer notre métier pour le personnel du ministère de la justice et nous sommes déterminés à poursuivre notre engagement à défendre une profession plus humaine, efficace, juste et équitable pour tous.

Il est temps pour le gouvernement d'écouter nos revendications et de mettre en place des actions concrètes, sans restriction de budget. Nous ne resterons pas silencieux, car **FOJustice** ne permettra pas une répétition de l'indifférence gouvernementale observée en 2018.

UISP - FO Justice LYON
Le 4 mai 2023

